

Un scandale

Formation professionnelle.

La France lui consacre 32 milliards d'euros par an ! Mais ce pactole, qui devrait servir à renforcer les compétences des chômeurs, se perd dans des formations bidon, des frais de gestion trop élevés et le financement des syndicats. Révélations sur un incroyable gâchis.



PAR BEATRICE PARRINO

Il ira présenter ses excuses en personne aux salariées des abattoirs Gad, dans le Morbihan, début octobre. En quelques phrases, le nouveau ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, a été emporté dans le tourbillon d'une belle polémique. « Il y a la société Gad: il y a dans cet abattoir une majorité de femmes, il y en a qui sont pour beaucoup illettrées ! On leur explique qu'elles n'ont plus d'avenir à Gad et qu'elles doivent aller travailler à 60 kilomètres ! Ces gens n'ont pas le permis ! On va leur dire quoi ? Il faut payer 1 500 euros et attendre un an ? Voilà, ça, ce sont des réformes du quotidien, qui créent de la mobilité, de l'activité », a-t-il déclaré la semaine dernière. Rien de scandaleux sur le fond, mais, en novice de la politique, le patron de Bercy a oublié que les mots qui fâchent en France — « illettrisme » en est un bon exemple — doivent être bannis au profit d'expressions politiquement correctes. Il aurait donc dû expliquer que les « femmes » de Gad sont en droit d'« acquérir les savoirs

DESSIN GOUBELLE POUR LE POINT

d'Etat

fondamentaux» ou encore «des compétences clés pour leur permettre d'évoluer professionnellement». Le comble, c'est que le ministre de l'Economie, attaqué durement à l'Assemblée sur ses propos, n'a été à aucun moment sollicité sur le fond du sujet, la formation professionnelle. Les députés auraient pu en profiter pour l'interroger sur l'opportunité de financer le permis de conduire des salariés précaires, ce qui est pourtant un vrai moyen de lutte contre le chômage. Il aurait également pu être interpellé sur le déplorable niveau d'anglais des travailleurs français (bons derniers sur 66 populations étudiées par l'OCDE) ou sur ces centaines de milliers d'emplois qui, chaque année, ne trouvent pas preneur, faute de qualifications adéquates. Il y aurait pourtant de quoi animer plusieurs séances de questions-réponses au Parlement... En 2011, près de 32 milliards d'euros ont été dépensés pour la formation professionnelle! Soit 1,6% du PIB, plus de 1 000 euros par seconde. Cette somme sortie des caisses des entreprises, de l'Etat, des régions, des ménages et d'autres administrations publiques est utilisée pour l'insertion des jeunes, l'apprentissage, la formation des fonctionnaires—6 milliards—, des actifs du privé—13 milliards—et des demandeurs

1,6%

C'est le poids des 32 milliards d'euros de la formation professionnelle rapporté au PIB. L'effort consenti est plus élevé que le budget attribué à la Défense ou, encore, celui consacré à la recherche et à l'enseignement supérieur. Cela représente également 11 fois le budget de l'Agriculture!

Fourre-tout

Dans le grand bazar de la formation professionnelle, on trouve de tout. Elle inclut aussi bien les 3 millions d'euros du plan social de Gad qui sont consacrés au reclassement des 889 salariés licenciés (3 355 euros par personne) que la rémunération des élèves-stagiaires de l'Ena—l'actuelle promotion Jean de La Fontaine devrait coûter en indemnités près de 3,5 millions d'euros...

Les chômeurs sont les perdants de la formation professionnelle.

Budget 2011 : 31,958 milliards d'euros

Qui finance la formation ?

Financiers de la formation professionnelle, en milliards d'euros*

*Investissement compris.
Source : Dares/PLF 2014.



d'emploi—4 milliards. Les chiffres sont étourdissants et le système l'est tout autant par sa complexité, son inéquité et son inefficacité. Une caricature affichée dans les locaux parisiens de la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP) résume bien la situation. On y voit entassés pêle-mêle sur des colonnes d'ordre ionique un chapiteau, une maison moderne... avec le sous-titre «La formation professionnelle». Sur le côté, un petit personnage observe, circonspect: «Ceci est intéressant du point de vue architectural.» En effet... Et la loi du 5 mars 2014 ne devrait pas changer la donne. Loin de ré-

former la structure de cet édifice brinquebalant aux 160 000 acteurs, elle se contente d'instaurer le compte personnel de formation (CPF), qui a pour mission d'accompagner les travailleurs tout au long de leur vie professionnelle, en lieu et place de l'ancien droit individuel à la formation (DIF).

Le problème principal de ce grand bazar qu'on appelle formation professionnelle est qu'il devrait bénéficier en premier lieu aux chômeurs et aux précaires... Eh bien, c'est tout l'inverse! Plus vous êtes qualifié, plus vous en profitez. Et si vous êtes bien au chaud dans votre statut de fonctionnaire, ■■■

■■■ c'est pareil. «On évoque souvent le fait que les chômeurs devraient récupérer une partie des crédits alloués aux salariés, mais on oublie toujours d'évoquer les 6 milliards de formation des agents des trois fonctions publiques. Plusieurs questions restent en suspens: comment se fait-il qu'en ne représentant qu'un salarié sur cinq les agents publics bénéficient de 31 % de l'ensemble de la dépense de formation des actifs français?» s'interroge Agnès Verdier-Molinié, directrice de la fondation Ifrap. Les demandeurs d'emploi sont les grands perdants de la formation professionnelle – quand on investit 1 134 euros pour la formation d'un fonctionnaire, on dépense 943 euros pour un chômeur –, n'en déplaît à François Rebsamen, qui s'est félicité de l'efficacité de son «plan de 30 000 formations prioritaires». Deux tiers des bénéficiaires de ce plan, assure-t-il, ont retrouvé un poste au bout de six mois. Le ministre du Travail et de la Formation professionnelle – on lui a discrètement attribué le dossier de la formation professionnelle lors du remaniement du 26 août, car le sujet avait été oublié dans le précédent intitulé de son portefeuille... – s'est bien gardé de s'exprimer sur les résultats globaux des formations proposées aux chômeurs.

Alors qu'entre décembre 2005 et décembre 2011 le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 19,7 %, les entrées en formation de chômeurs ont, elles, diminué de 8,67 %. «Les demandeurs d'emploi candidats à la formation vivent leur parcours d'accès à la formation comme une succession d'entraves relevant de deux principaux types de difficultés: pour comprendre les démarches et les réaliser; pour identifier et intégrer le rôle de chacun des nombreux interlocuteurs», explique l'Igas. Cette complexité contribue à sélectionner les individus les plus qualifiés et les plus motivés. » En plus, il faut en moyenne neuf mois entre le début de la construction d'un projet de formation et sa mise en œuvre. En tout, Nathalie Michaud, la «chômeuse» qui avait vertement interpellé François Hollande à l'été 2013 à La Roche-sur-Yon, a attendu trois ans pour décrocher le sésame. «Si je

n'avais pas fait ce foin, je n'aurais rien obtenu», nous explique-t-elle. Aujourd'hui, elle suit une formation à distance en ressources humaines: sa première année a été entièrement financée par Pôle emploi, pour la seconde, elle a dû débours 600 euros. Pour compliquer un peu plus ce parcours du combattant, le calendrier des formations est très souvent calé sur le calendrier scolaire! Le chômage peut attendre... C'est ainsi que l'heureux demandeur d'emploi élu pour une formation s'éloigne davantage du marché de l'emploi. Sans parler des besoins du marché qui évoluent.

Jungle. Autre souci, ce sont les régions qui sont chargées de l'organisation de la formation des chômeurs. Et à cet échelon-là s'opère un véritable... hold-up. «En 2010, les transferts fiscaux et budgétaires reçus par les conseils régionaux excédaient de 1,4 milliard les dépenses consacrées à ces thématiques. Cet écart s'explique de diverses manières. Certains dispositifs décentralisés dans les années 80 se sont quasiment éteints – exemple des formations obligatoires à l'installation des agriculteurs –, tandis que la ressource transférée a continué de croître à vive allure», explique Bertrand Martinot, dans son livre «Chômage: inverser la courbe». Une certitude: cet argent transféré est bel et bien dépensé, détourné de son objet, sans aucune réaction de l'Etat... Et puis, les entreprises préfèrent former leurs cadres plutôt que leurs salariés moins diplômés. Le dispositif ne permet donc en rien aux actifs désireux de se réinventer sur le marché du travail de le faire et ne booste pas la compétitivité des entreprises. De plus, les formations servent parfois à effectuer des remises à niveau du personnel et à l'assimilation des normes. Retour dans les abattoirs Gad: le plan de formation interne de l'entreprise a mis l'accent sur l'apprentissage des nouvelles

La France est championne d'Europe du coût horaire de la formation.

règles d'hygiène et de sécurité. Fort bien, sauf que, une fois l'argent dépensé dans ces formations, une société a du mal à remettre au pot pour dispenser des cours de «compétences clés» ou financer des permis de conduire.

Le système ne fonctionne pas, mais cela n'empêche pas la France d'être la championne d'Europe du coût horaire de la formation. Nous dépensons en moyenne 73 euros pour une heure de formation en France, quand le Royaume-Uni dépense 35 euros et que la moyenne européenne se situe à 54 euros! Quant au contenu des stages de formation, il est souvent de piètre qualité... Certains employeurs – nombreux – acceptent même de financer des formations bidon (*lire p. 88*). Ils estiment que le prélèvement obligatoire imposé par l'Etat leur ouvre tous les droits. «On me prend cet argent, alors je ne veux pas le perdre. Si je ne le dépense pas, ce sera une autre boîte qui se servira de mon argent. J'accepte alors qu'on le dépense pour des formations qui ne vont rien apporter à mon entreprise. J'achète aussi la paix sociale», reconnaît un patron. Tout cela est rendu possible par la jungle de l'offre. Le nombre de centres de formation donne le vertige: il en existe plus de 70 000. Un marché artificiel où 7 000 organismes ferment leurs portes tous les ans pour 12 500 ouvertures. Avec souvent des intermédiaires – les OPCA, organismes paritaires collecteurs agréés, réputés pour leur opacité et gérés par les syndicats de salariés et d'employeurs qui affichent des frais de gestion de plus de 10 %! «Dans le système allemand, les prestataires sont certifiés par des agences, elles-mêmes accréditées par un organisme d'accréditation national. Il existe aujourd'hui moins de 4 000 prestataires certifiés en Allemagne», expliquent les économistes Marc Ferracci et Bertrand Martinot, dans une note publiée ces jours-ci par l'institut Montaigne (*lire p. 88*). En France, ce n'est pas un hasard si, à une même adresse, on trouve à la fois une entreprise et un centre de formation. «C'est très simple de monter un organisme de formation professionnelle en quelques clics. Je ■■■

Les acteurs de la formation

160 952 sociétés

au total dont :

90 281

entreprises de plus de 10 salariés qui ont financé la formation

70 476

sociétés prestataires de formation

147

organismes collecteurs de la taxe d'apprentissage (OCTA)

48

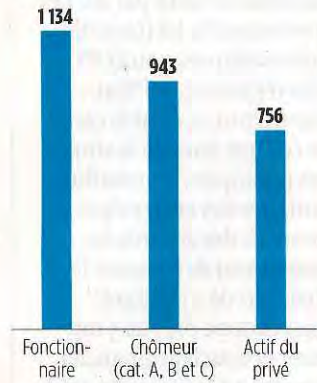
organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA)

Source : DGEFP 2012.

La formation professionnelle en chiffres

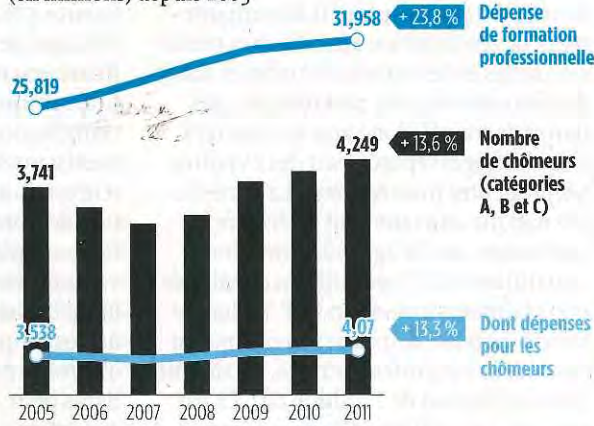
Fonctionnaires : les mieux dotés

Investissement par personne selon le type de bénéficiaire, en euros et en 2011



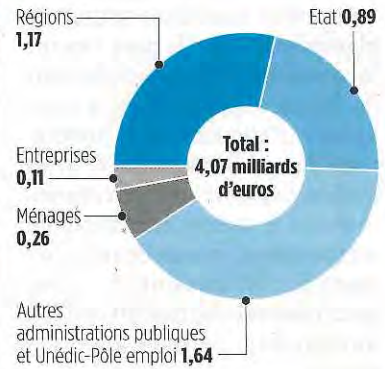
La formation profite peu aux chômeurs

Dépense de formation professionnelle (en milliards d'euros) et nombre de chômeurs (en millions) depuis 2005



Chômeurs : qui paie ?

Origine du financement de la formation professionnelle au bénéfice des demandeurs d'emploi, en milliards d'euros et en 2011



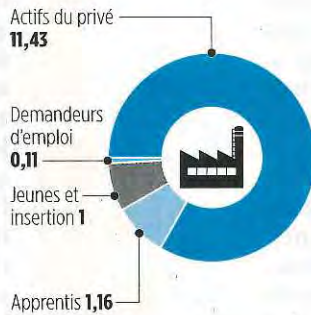
Qui sont les bénéficiaires par secteur ?

Bénéficiaires de la formation professionnelle par financeur final, en milliards d'euros et en 2011

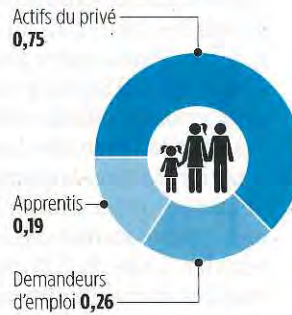
L'Etat, les régions et les administrations ont financé **17,06 milliards d'euros**



Les entreprises ont financé **13,7 milliards d'euros**



Les ménages ont financé **1,2 milliard d'euros**



31% de la dépense pour les actifs occupés est dévolue aux agents publics alors qu'ils n'occupent que 20% des emplois

Les grands gagnants...

70,9% des ingénieurs cadres des entreprises de plus de 2 000 salariés ont suivi une formation en 2011



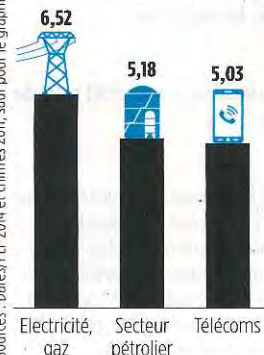
... et les perdants

11% des ouvriers des entreprises de 10 à 19 salariés ont suivi une formation en 2011



Les secteurs les plus généreux

Taux de participation financière à la formation professionnelle, en % de la masse salariale



1 € sur 4

dépensés pour la formation professionnelle sert à rémunérer les stagiaires

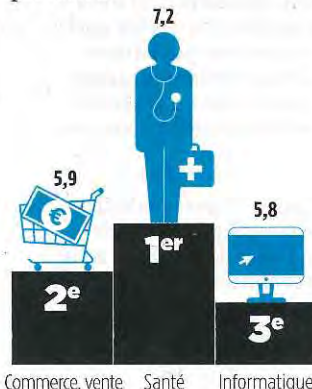
Public en tête

Taux de participation financière à la formation professionnelle, en % de la masse salariale



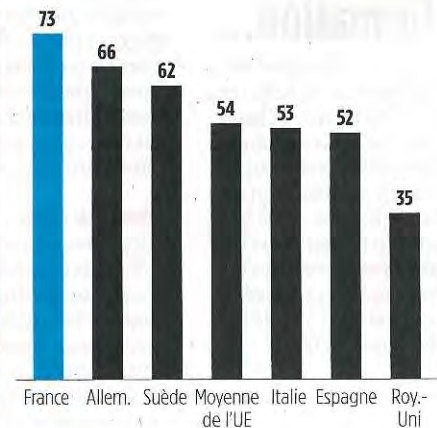
Le podium des formations

En % du total des heures de formation dispensées, par secteur



France, championne d'Europe

Coût en euros d'une heure de formation dans quelques pays européens



Sources : Dares/PIF 2014 et chiffres 2011, sauf pour le graphique du coût d'une heure de formation en Europe, source : Eurostat, chiffres 2010